

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire d'État
aux Affaires
extérieures

92/51

TELLE QUE PRONONCÉE

ALLOCUTION PRONONCÉE PAR
L'HONORABLE BARBARA McDOUGALL,
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,
À L'OCCASION DE LA CONFÉRENCE ANNUELLE
DU BUREAU CANADIEN DE L'ÉDUCATION INTERNATIONALE

SASKATOON (Saskatchewan)
Le 15 octobre 1992

Je tiens à remercier le Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI) de parrainer cet événement et de m'avoir invitée à y prendre part. Je voudrais rendre hommage au travail des membres du Bureau, qui depuis 26 ans est un pont vers le Canada pour les étudiants étrangers et un pont vers le monde pour les étudiants canadiens. Sa devise, «éducation sans frontières», est singulièrement pertinente dans le contexte actuel de l'après-guerre froide, à l'heure où les nations cherchent de nouvelles façons de conclure des alliances pacifiques et avantageuses, sans toujours y parvenir.

Toutefois, cette conférence peut contribuer à la conclusion de nouvelles alliances fructueuses en examinant les rapports qui existent entre l'éducation et le commerce, éléments essentiels de la prospérité mondiale. Elle reconnaît aussi implicitement la valeur de la coopération, du partage et même de la compassion à l'égard d'autrui, qualités garantes de la stabilité à long terme de toute relation internationale.

Certes, la conférence est fondée sur l'idéalisme, mais il n'en reste pas moins qu'elle offre une aide pratique aux Canadiens qui désirent faire leur chemin dans le monde moderne, perturbé par d'incessants conflits et des combats sans issue. Le fait est que les nouvelles réalités, dans les domaines de la technologie, du commerce et de l'investissement, lient notre avenir à celui d'autres nations et d'autres personnes; or, ces liens peuvent être positifs ou négatifs.

La Saskatchewan comprend depuis longtemps l'importance d'établir des liens positifs. C'est ici, en effet, que le mouvement coopératif est le plus fort au Canada et que les communautés réussissent le mieux à mettre en commun leurs ressources et à oeuvrer pour une même cause, que ce soit par l'entremise du syndicat du blé, des coopératives de crédit ou des programmes universels de soins de santé, tous essentiellement issus de cette province. Même les Roughriders sont la propriété de la collectivité, qui en assure la gestion. Tout le monde ici est stratège!

En Saskatchewan, la coopération, le partage et la compassion sont des réalités quotidiennes.

En cette période de grands bouleversements, le monde, et notamment le Canada, peut faire un plus grand usage de cet esprit de créativité.

Personne, aucune collectivité et aucun pays ne peut faire cavalier seul dans le monde des années 90. Nous faisons plus que jamais partie de la communauté internationale. Cela s'applique autant à nos universités qu'à nos industries. En fait, dans quelque domaine que ce soit, environnement, commerce, sécurité, culture ou éducation, les événements qui se déroulent à l'étranger ont une incidence directe et une grande portée sur nos vies ici, de la même façon que nos actions se répercutent sur les autres.

Ici, au coeur même de notre pays, ce principe est largement reconnu. La Saskatchewan, dont l'économie dépend fortement des exportations et dont les habitants sont très proches et très fiers de leurs origines d'immigrants, a toujours été consciente de l'importance des événements mondiaux pour sa population. En voici quelques exemples :

- le *South Saskatchewan Council for International Cooperation* et le Syndicat national des cultivateurs partagent leurs compétences avec d'autres collectivités dans d'autres coins du monde.
- Le *Saskatchewan Indian Federated College* a, ici même à Saskatoon, mis au point un programme de formation des dirigeants à l'intention des leaders autochtones d'Amérique centrale.

Ces activités donnent corps aux efforts constants que nous déployons au niveau fédéral en vue d'établir des liens entre le Canada et les autres pays, entre les Canadiens et leurs semblables à l'étranger.

Je suis heureuse de profiter de ma présence ici aujourd'hui pour dissiper l'impression de certains, qui croient que la secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada se consacre uniquement aux questions de politique étrangère, reléguant au second plan les questions nationales. En fait, ce sont des questions canadiennes que j'aborde tous les jours, à savoir les droits, les préoccupations, les besoins et les aspirations des Canadiens, en fonction des situations et des événements internationaux.

Il ne faut pas croire que nos agents du service extérieur passent leur vie à assister à d'élégantes réceptions diplomatiques. À un niveau très pragmatique, le réseau d'ambassades que possède le Canada dans le monde entier aide chaque année, de multiples façons, des centaines de milliers de Canadiens. Que ces derniers aient besoin de renseignements, de conseils ou d'aide pour un projet commercial, quelquefois dans des circonstances où il y a danger de mort, nos missions sont des points de ralliement pour les Canadiens, et je vous encourage vivement à faire appel à leurs services.

Lorsque des Canadiens veulent vendre leurs produits ou leurs services sur des marchés lointains ou mal connus, nos délégués commerciaux sont là pour les conseiller, les aider à établir des relations utiles et prendre les dispositions qui s'imposent. En fait, avant même de se rendre à l'étranger, nos exportateurs peuvent obtenir des services, des renseignements et des conseils de nos centres de commerce international, ici même à Saskatoon, ou à Regina.

Lorsque des universitaires, des chercheurs et des étudiants canadiens désirent travailler avec leurs homologues étrangers, nous les aidons à prendre les dispositions nécessaires.

La politique étrangère n'a rien de très mystérieux. Pour paraphraser un ancien secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, il faut ramener la politique étrangère à son essence, à savoir au niveau de l'individu. Il n'y a là rien de grandiose; il s'agit de faire preuve de bon sens et de compassion dans les affaires qui nous concernent tous.

En dernière analyse, c'est l'influence que nous aurons sur les citoyens canadiens et ceux d'autres pays qui déterminera nos succès et nos échecs.

Notre politique extérieure correspond étroitement aux intérêts et aux valeurs des individus; voici quelques-unes de ces valeurs fondamentales :

- la conviction que les valeurs et les institutions démocratiques et le respect des droits de la personne sont universels et constituent la pierre angulaire d'un progrès social et économique dans tous les pays;
- une adhésion inébranlable à la règle de droit;
- l'insistance sur la prise de décisions responsables par des gouvernements dûment élus, et sur l'application de programmes publics qui répondent aux besoins et dont les administrateurs assument la responsabilité;
- une croyance fondamentale dans les vertus de la circulation libre et ordonnée des personnes, des idées, des biens, des services et des capitaux;
- la volonté de partager nos richesses et notre savoir-faire avec les pays moins bien nantis pour les aider à avancer sur la voie du développement et de la prospérité; et
- la détermination d'assumer notre juste part des responsabilités pour assurer la paix et la sécurité de la communauté des nations.

Il s'agit évidemment là d'idéaux, d'objectifs nobles auxquels nous souscrivons, à une époque où les idéaux semblent occultés par des nuages épais et où les objectifs paraissent inatteignables. C'est aussi vrai ici: ce sont des valeurs fortes et authentiques, masquées par des problèmes très concrets et par les préoccupations quotidiennes. Mais il ne faut pas oublier que ces valeurs nous ont permis de réaliser d'énormes progrès, tant au Canada que sur la scène internationale. Ce sont les valeurs dont les Canadiens se sont inspirés pour ériger leurs communautés et leur propre pays;

c'est grâce à elles que nous avons pu surmonter toutes les difficultés et atteindre une qualité de vie hors pair pour nous-mêmes et nos enfants.

Je suis frappée par le nombre de pays qui considèrent le Canada comme un modèle de liberté, de justice et de respect de la diversité, et donc un modèle qu'ils désirent suivre. Il n'est donc pas surprenant qu'à l'étranger, on me demande souvent : «Comment faites-vous?», «Pouvez-vous nous aider?» et «Pouvez-vous nous envoyer quelqu'un?»

Un des plus grands défis auxquels nous sommes confrontés dans le monde actuel, c'est la nécessité d'aider les peuples d'Europe centrale et d'Europe de l'Est à consolider leur nouvelle liberté politique, sociale et économique. Beaucoup de ces pays subissent des changements vertigineux. Ils doivent acquérir d'un seul coup, et par un travail constant, principes, compétences, structures et institutions, alors que nous avons eu plus que le temps nécessaire pour bâtir notre régime de protection des droits de la personne, notre économie et notre démocratie. Les Canadiens fournissent un bon nombre de ces services par l'intermédiaire de notre Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est. En étroite collaboration avec des organismes non gouvernementaux partout au Canada, ce groupe a lancé des centaines de projets de développement démocratique à peu de frais et sans faire appel à toute une armée de fonctionnaires.

Ainsi, en collaboration avec l'Association du Barreau canadien, des projets bilatéraux ont été mis sur pied en Pologne, en Hongrie, en République fédérative tchèque et slovaque et en Ukraine, afin de consolider leurs systèmes juridiques et judiciaires. Des cours à l'intention de juges et de parlementaires de l'Europe centrale et de l'Est ont été financés, et des arrangements ont été pris afin de permettre à des hommes de loi de plusieurs de ces pays de faire des stages dans des cabinets d'avocats canadiens.

Cependant, ces pays doivent aussi acquérir des technologies d'application pour transporter et distribuer les denrées alimentaires, organiser un système financier efficace et pour assurer une protection minimale de l'environnement. Des Canadiens (y compris des résidents de la Saskatchewan) offrent aussi leur collaboration :

- l'Université de la Saskatchewan et la Meta Technologies de Saskatoon collaborent avec l'Université de Tchernovtsy, située dans le sud-ouest de l'Ukraine, à l'établissement d'un centre où l'on enseignera les concepts commerciaux occidentaux et l'anglais des affaires;
- une mission de représentants de coopératives de crédit s'est récemment rendue en Ukraine pour examiner la possibilité d'y organiser des coopératives de crédit et fournir une assistance

technique. M. Bill Zerebsky, directeur général de la *New Community Savings and Credit Union Limited*, de Saskatoon, était au nombre des participants;

- TDI Project Ltd., de Saskatoon, a entrepris, avec un partenaire polonais, une étude de faisabilité sur l'établissement d'usines qui produiraient de l'éthane à partir de déchets agricoles; et
- une démonstration de services de vulgarisation agricole est organisée dans le sud de la Russie par la *West Canadian Agricultural Development Company Ltd.*

Il s'agit dans tous les cas de projets qui répondent directement aux besoins des nouvelles démocraties et des économies d'Europe centrale et d'Europe de l'Est. Ils permettent en outre le transfert de compétences et de connaissances démocratiques et économiques de base qui constituent la pierre d'assise de toute stabilité à long terme d'un pays.

Les transferts de compétences et de connaissances répondent clairement à ces objectifs; c'est pourquoi le Groupe d'étude sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est a accordé 2 millions de dollars au BCEI pour le travail qu'il accomplit en Ukraine, outre les fonds que le BCEI reçoit déjà de l'Agence canadienne de développement international, pour son travail auprès des étudiants étrangers.

À Kiev, le BCEI, le gouvernement local et l'Institut d'administration publique oeuvrent à la mise sur pied d'un institut de formation en gestion destiné aux fonctionnaires du gouvernement et à la conception d'un programme de maîtrise en administration publique. Ce projet, qui profitera sans nul doute à nos deux pays, montre bien que l'exploitation des valeurs peut aussi contribuer à la promotion de nos intérêts.

Il est impossible de quantifier les avantages économiques qui découleront de ces nouveaux liens avec les peuples polonais, ukrainien et tchèque, comme avec d'autres populations de l'Europe de l'Est, mais nous savons qu'ils seront substantiels.

Il est également à notre avantage de faire tout ce que nous pouvons en vue de consolider la démocratie et de stabiliser la situation en Europe centrale et en Europe de l'Est. La stabilité et la paix de cette région constituent des conditions essentielles à la paix et à la sécurité de l'Europe dans son ensemble.

Les Canadiens ne connaissent que trop bien les conséquences que peuvent avoir l'instabilité et les conflits dans cette région du globe.

La désintégration rapide de l'ancienne Yougoslavie nous rappelle de manière tragique que les structures démocratiques et le respect des droits humains ne se conquièrent pas facilement et ne peuvent être tenus pour acquis.

Même dans notre pays, la démocratie exige que nous soyons vigilants. Et notre compétitivité dépend de manière croissante de ce que nous investissons dans nos propres populations.

Le Canada est une nation industrielle moderne et avancée. Même s'il ne vient qu'au 31^e rang des pays du monde pour la population, son économie est la septième et son niveau de vie le deuxième. L'an dernier, selon un rapport des Nations-Unies, le Canada se classait au premier rang des nations du monde pour la qualité de vie.

Nous n'avons pas atteint ce résultat en nous renfermant sur nous-même et en adoptant une attitude d'insulaires. Nous ne sommes pas devenus membres du G-7 et n'avons pas gagné le respect des plus hautes instances internationales en tournant le dos au monde.

Au contraire, nous avons réussi à nous imposer parce que nous avons assumé un rôle actif au sein de la communauté des nations.

Nous sommes membres fondateurs des Nations Unies et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), et nous jouons un rôle actif au sein de presque toutes les institutions multilatérales d'importance.

Nous avons négocié l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et l'Accord de libre-échange nord-américain parce que la mondialisation de l'économie exige que nous attaquions la concurrence de face.

Avec une économie tributaire des exportations comme la nôtre, il serait suicidaire de réagir en nous enfouissant la tête dans le sable. Je ne vous apprends rien lorsque je souligne qu'en vue de maintenir notre capacité de rivaliser avec les autres pays, d'accroître nos exportations et de créer de emplois hautement spécialisés, nous devons développer plus rapidement notre base de technologie et de connaissances. Pour ce faire, nous devons en premier lieu encourager des relations plus efficaces et plus ciblées entre les gouvernements, les industries et les universités, et en second lieu renforcer les réseaux entre nos établissements d'enseignement supérieur et ceux de nos partenaires-clés que sont par exemple l'Europe, les États-Unis et le Japon.

Il n'existe pas, pour nos universités comme pour toute région ou tout pays du monde, d'isolement qui soit bénéfique.

Si nous voulons progresser, dans des domaines tels que l'ingénierie, l'informatique, les communications et les transports, nous devons systématiquement chercher à établir des liens avec les meilleures institutions des États-Unis, d'Asie et d'Europe.

Pour que nos universités puissent faire concurrence aux autres institutions et attirer les élèves les plus doués et les meilleurs professeurs, nous devons élargir nos relations internationales et faire en sorte d'offrir une qualité d'enseignement et de recherches répondant aux normes internationales les plus élevées.

C'est pourquoi j'ai lancé avec mon homologue de la Communauté européenne, à l'occasion de mon passage à Bruxelles l'année dernière, cette table ronde sur les programmes de formation et les programmes universitaires européens et canadiens.

Je tiens à remercier le BCEI d'avoir fourni les locaux et les compétences nécessaires pour cette initiative. C'est le genre d'initiative à laquelle nous pensions lorsque nous avons signé la Déclaration transatlantique avec la Communauté européenne, en novembre 1990.

D'autres activités semblables sont en cours, par exemple la conférence trilatérale tenue le mois dernier à Wingspread, au Wisconsin. Les participants ont examiné des moyens d'accroître la coopération en matière d'enseignement supérieur entre le Canada, le Mexique et les États-Unis.

Je tiens à vous assurer que le Canada continuera de s'employer à créer et à entretenir des liens avec les communautés universitaires étrangères. Il s'agit notamment d'appuyer les programmes d'études canadiennes dans les universités étrangères.

Il s'agit aussi de jouer un rôle actif dans des organisations multilatérales comme l'UNESCO, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Coopération économique Asie-Pacifique. Il est aussi important que le Canada reconnaisse les sources de sa propre force. Cette force découle de la capacité des Canadiens, génération après génération, de bâtir une démocratie prospère en se tendant la main et en adoptant une vision internationale.

L'*India Express*, de New Delhi, a récemment fait observer ce qui suit : «La force de la société canadienne, c'est qu'elle produit des gens qui sont prêts à lutter pour la cause de gens très différents d'eux-mêmes, culturellement ou économiquement».

C'est maintenant que nous devons faire appel à cette force.

Le Canada est un pays dont les habitants ont toujours dit «OUI» les uns aux autres.

- OUI - nous vous aiderons à défricher votre champ ou à construire une nouvelle grange si la vôtre a brûlé.
- OUI - nous vous aiderons si vous avez eu une mauvaise année dans les mines ou à la pêche.
- OUI - nous acceptons votre droit de parler votre langue et de développer vos propres cultures.
- OUI - nous trouverons des moyens d'accommoder nos visions du Canada, pacifiquement et honorablement.

Le Canada est aussi un pays qui a toujours dit «OUI» au monde :

- OUI - nous enverrons nos fils et nos filles courageux établir la paix et la maintenir.
- OUI - nous partagerons notre richesse et notre savoir-faire avec d'autres pays moins bien nantis.
- OUI - nous nous engagerons par des traités internationaux et nous en respecterons les dispositions.
- OUI - nous prendrons notre place aux Nations Unies, au Commonwealth, dans la Francophonie, au G-7, dans l'Organisation des États américains, dans la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, à l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN), partout où nous pourrions promouvoir la paix et le progrès dans le monde.

Le 26 octobre est une journée importante pour le Canada, mais aussi pour la communauté internationale, parce que le Canada est un modèle à suivre pour la protection et la promotion des droits de la personne, le développement des valeurs et institutions démocratiques et l'établissement d'un gouvernement et d'une administration publique responsables.

Le monde a vraiment les yeux tournés vers le Canada.

Nous devons surmonter nos différences et dire «OUI» au Canada. Il n'y aura pas de deuxième chance. Le monde a d'autres préoccupations. Il ne pardonne pas aux pays qui ne reconnaissent pas leurs propres forces.

La force du Canada réside dans nos valeurs historiques et notre unité, bâties petit à petit pendant 200 ans.